



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, le 4 juin 2025

N°558

Discours d'Eric Lombard à l'occasion du 25^e anniversaire de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE)

Mercredi 4 juin

*Auditorium Marceau Long,
20, avenue de Ségur – Paris 7^e*

Madame la présidente, chère Emmanuelle [Wargon],
Mesdames et Messieurs les dirigeants de régulateurs, d'institutions de l'énergie,
de grandes industries, de grands énergéticiens,
Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

C'est avec joie que j'ai répondu à l'invitation d'Emmanuelle pour me joindre aujourd'hui à cette célébration des 25 ans de la Commission de Régulation de l'Énergie, avec joie et une certaine fierté pour ce jubilé de la CRE.

Depuis un quart de siècle en effet, votre institution joue un rôle fondamental dans l'accompagnement de la libéralisation des systèmes électriques et gaziers en France. Son indépendance est un gage de crédibilité, d'impartialité et de rigueur, qualités indispensables pour réguler des secteurs essentiels à la vie économique et sociale de notre pays.

La CRE, en régulant les marchés de l'énergie, en garantissant un accès transparent et non discriminatoire aux réseaux, et en veillant à l'équilibre des systèmes énergétiques, est un acteur clé pour tous les consommateurs, qu'ils soient ménages ou entreprises. Son expertise et son engagement contribuent à assurer la sécurité d'approvisionnement tout en favorisant l'innovation et la transition énergétique.

L'indépendance de la CRE n'empêche pas une collaboration étroite et respectueuse entre elle et les services de l'État, et plus particulièrement le ministère de l'Économie et des Finances, qui est, et cela n'a rien d'anodin aussi celui de l'Énergie, sous la houlette du ministre Marc Ferracci.

Entre l'Etat et la CRE, chacun préserve ses compétences propres, dans le respect de l'indépendance de la régulation, pour œuvrer ensemble à un fonctionnement optimal des marchés énergétiques. Cette coopération, fructueuse depuis un quart de siècle, est appelée à perdurer et à s'amplifier.

J'aimerais passer rapidement en revue avec vous les différents domaines où les orientations de la CRE, nourries de cette coopération, continueront de s'avérer clé pour le futur énergétique de notre pays : la gestion des réseaux d'électricité, les marchés de l'énergie, le développement des énergies renouvelables et la gestion des réseaux de gaz et d'hydrogène.

1. Sur la gestion des réseaux électriques,

La CRE régule les gestionnaires de réseaux de transport et de distribution, qui exercent un monopole naturel. Sa mission est essentielle pour garantir un droit d'accès transparent, le bon fonctionnement des réseaux, leur indépendance, et contribuer à la construction du marché intérieur européen de l'électricité. Les codes de réseau européens, qu'elle applique, harmonisent les échanges transfrontaliers pour renforcer la concurrence et la sécurité d'approvisionnement.

En 2025, la publication des tarifs TURPE 7 [Tarifs d'Utilisation des Réseaux Publics d'Electricité], qui vont entrer en vigueur à l'été, confirme cet engagement : le cadre tarifaire adopté favorise les investissements nécessaires à la transition énergétique, tout en maîtrisant les coûts supportés par les consommateurs. Je veux saluer le fait que la CRE ait veillé à l'incitation aux flexibilités, avec l'introduction du placement des heures creuses en été et une régulation renforcée sur les délais de raccordement, particulièrement pour les infrastructures de recharge des véhicules électriques [IRVE].

Sur ce dernier point, la priorité est claire : réduire à six mois le délai de raccordement des bornes dans les copropriétés, avec une attention particulière à ne pas laisser les délais d'établissement des devis freiner les projets. En collaboration avec Enedis et sous la supervision de la CRE, des mesures concrètes sont en cours pour accélérer ces processus, incluant la possible forfaitisation des devis. Une évaluation technique et économique complète sera réalisée d'ici la fin de l'année.

2. Sur les marchés de l'énergie,

Cette année 2025 est également celle du post-ARENH [Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique], puisque l'ARENH s'arrêtera au 31 décembre. Or, la CRE est la garante du bon fonctionnement des marchés de gros et de détail, elle surveille les comportements des acteurs, la formation des prix, et l'équilibre des offres proposées aux consommateurs.

Ce rôle a été rendu d'autant plus crucial par la réforme du marché de l'électricité, et je sais que des travaux intenses ont déjà été engagés pour rendre opérationnel le dispositif prévu par la loi de finances 2025 d'ici la fin de l'année, en particulier le mécanisme de redistribution du versement nucléaire universel.

Sur ce terrain, je n'oublie pas non plus le rôle essentiel que la CRE joue dans la mise en œuvre de la politique énergétique gouvernementale, notamment en accompagnant la transition énergétique par des signaux tarifaires dynamiques. L'évolution des heures creuses en est un exemple, visant à inciter la consommation d'électricité quand elle est la moins coûteuse et la plus respectueuse de l'environnement.

3. Sur le développement des énergies renouvelables,

Pour le développement des énergies renouvelables, la CRE est également un acteur clé pour optimiser les dispositifs de soutien, en veillant à la bonne allocation des ressources publiques et à la qualité des procédures d'appel d'offre. Votre expertise technique et économique garantit la viabilité des projets et leur contribution effective aux objectifs fixés par la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie.

Vous supervisez de nombreux appels d'offre, permettant de sélectionner des lauréats compétitifs pour le photovoltaïque, tant sur bâtiment que sur sol, ainsi que pour les parcs éoliens offshore. Et je sais que vous améliorez encore vos actions d'audit et de contrôle, pour assurer la transparence et la rigueur dans l'usage des soutiens publics, répondant ainsi scrupuleusement aux recommandations des institutions de contrôle.

4. Sur les réseaux de gaz et d'hydrogène,

Enfin, sur les réseaux de gaz et d'hydrogène, les enjeux ne sont pas moindres, avec une nécessaire maîtrise des coûts des réseaux dans un contexte de baisse de la consommation de gaz naturel et de montée en puissance du biométhane et de l'hydrogène. Là encore, la CRE et l'État travaillent de conserve pour définir un cadre de régulation adapté à ces évolutions.

Le mécanisme de certificats de performance biométhane (CPB), auquel la CRE apporte un suivi vigilant, est un levier essentiel du développement du biométhane.

Enfin, le retour d'expérience de la CRE, enrichi par la connaissance des pratiques européennes, est précieux pour définir la meilleure régulation possible des nouveaux gaz décarbonés.

La Commission de Régulation de l'Énergie est un pilier essentiel de notre politique énergétique. Son indépendance, associée à une collaboration étroite avec les pouvoirs publics, garantit un système énergétique efficace, compétitif, et en transition vers un modèle durable.

Au-delà de ses missions actuelles, la CRE continuera d'évoluer et d'adapter ses interventions pour répondre aux défis futurs, au service de l'intérêt général, de l'équité sociale et territoriale qui m'est tout particulièrement chère en tant qu'ancien patron de la Caisse des Dépôts, et au service de la souveraineté énergétique de notre pays, plus nécessaire que jamais.

Je tiens donc à remercier chaleureusement toutes les équipes de la CRE pour leur engagement constant et leur professionnalisme. Ensemble, continuons à bâtir un avenir énergétique juste, durable donc souverain, et innovant !

Je vous remercie.